



CONJONCTURE ECONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^E TRIMESTRE 2025

Au 2^e trimestre 2025, le moral des chefs d'entreprises s'améliore, soutenu par une meilleure trésorerie et une réduction des délais de paiement. Dans ce contexte, le recul d'activité globale est moins prononcé qu'au 1^{er} trimestre. La consommation des ménages et l'investissement privé repartent à la hausse. Sur le plan sectoriel, les services marchands se stabilisent, le BTP enregistre une reprise d'activité, tandis que le tourisme ralentit et que le commerce demeure fragile.

Une conjoncture économique plutôt résiliente

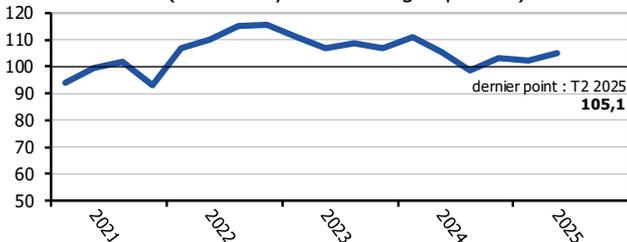
Le climat des affaires affiche un regain de confiance

Au 2^e trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) en Guadeloupe atteint **105,1 points, en hausse de 2,8 points sur trois mois**. Il s'établit au-dessus de sa moyenne de longue période (100 points). Ainsi, le climat des affaires se redresse après une légère baisse au 1^{er} trimestre.

Le moral des chefs d'entreprise s'améliore notamment en raison d'une dégradation moins rapide de l'activité qu'au 1^{er} trimestre. Ces derniers font également part d'une amélioration de leur trésorerie. Ils bénéficient, en partie, de délais de paiement plus courts qu'en début d'année.

Le montant des impayés sur effets de commerce poursuit sa baisse (-2,1 % en glissement trimestriel), après une forte diminution en début d'année (-28,2 % sur trois mois).

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

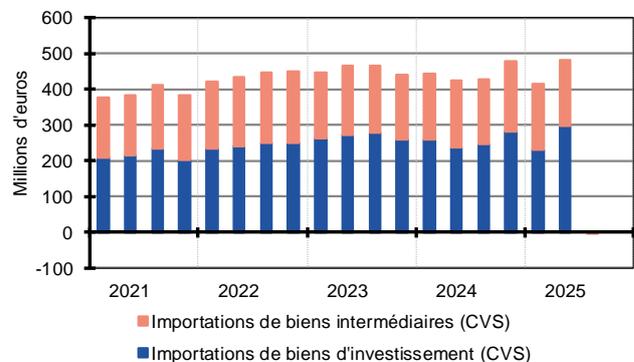
L'investissement privé augmente

Au 2^e trimestre 2025, l'investissement privé repart à la hausse. Les importations de biens d'investissement augmentent de 29,3 % (en glissement trimestriel, CVS) lorsque celles de biens intermédiaires diminuent légèrement (-0,7 % en glissement trimestriel, CVS). En parallèle, les immatriculations de véhicules utilitaires

s'inscrivent en baisse au 2^e trimestre 2025 (-0,4 % par rapport à 2024 à la même période, source : SDES, RSVERO).

Les coûts de financement diminuent, avec un taux moyen qui s'abaisse pour les crédits à l'équipement des entreprises (4 %) par rapport au trimestre précédent (-28 points de base). Pour autant, les professionnels restent sur leur garde et privilégient d'investir de façon plus modérée en 2025.

Indicateurs de l'investissement privé



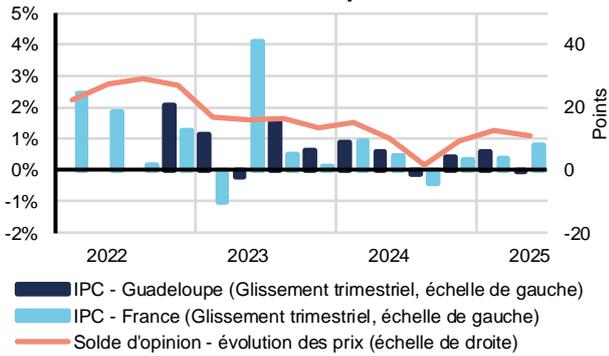
Sources : Douanes, IEDOM.

© IEDOM

Les prix restent stables

Fin juin 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Guadeloupe se stabilise (-0,1 % sur trois mois, après +0,6 % au 1^{er} trimestre), sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie (-2,3 %). Hors énergie, l'IPC progresse faiblement (+0,1 %). En particulier, les prix de l'alimentation s'accroissent de 0,6 % sur trois mois, tandis que les prix des produits manufacturés et des services sont stables. En France, l'IPC progresse de 0,8 % entre mars et juin 2025. Pour rappel, [l'exonération de TVA sur 69 familles de produits](#) de grande consommation, visant à lutter contre la vie chère, est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2025.

Évolution des prix



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Insee. © IEDOM

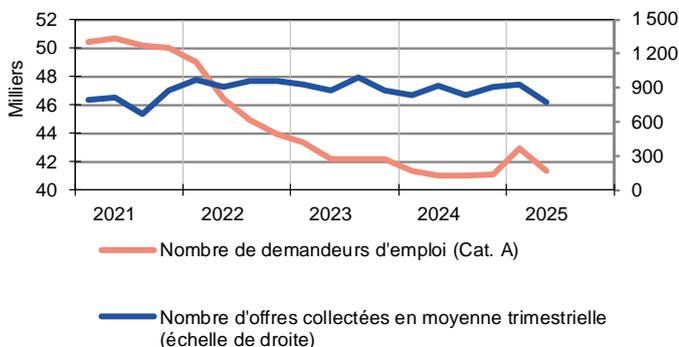
Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM au 2^e trimestre, les entreprises ont procédé à des hausses de prix plus modérées qu'en début d'année. Dans le détail, les professionnels des secteurs de l'industrie et des services (hors tourisme) rapportent un ralentissement des augmentations de prix. Dans le secteur du tourisme, les chefs d'entreprises interrogés font part d'une baisse. Dans le BTP et le commerce, les prix augmentent. Globalement, les professionnels interrogés prévoient d'augmenter leurs prix au 3^e trimestre.

Le marché de l'emploi se stabilise

Au 2^e trimestre 2025, les indicateurs du marché du travail se dégradent. Le nombre moyen d'offres d'emploi enregistrées par France Travail chute de 17,2 % (CVS) sur trois mois. Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue de 3,7 % en glissement trimestriel (41 380 inscrits, CVS). Cette baisse est liée à l'évolution des règles d'inscription et d'affectation des différentes catégories de demandeurs d'emploi depuis 2025. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi ([cf. note explicative du 29 juillet 2025](#)). Selon France Travail, sans ces évolutions administratives, le nombre de DEFM A augmenterait de 0,3 % sur trois mois.

Dans le secteur privé, l'emploi était en léger recul, avec 86 281 salariés (CVS) recensés fin mars 2025 (contre 86 482 salariés à fin décembre 2024 (CVS)).

DEFM A et nombre d'offres collectées (données CVS)



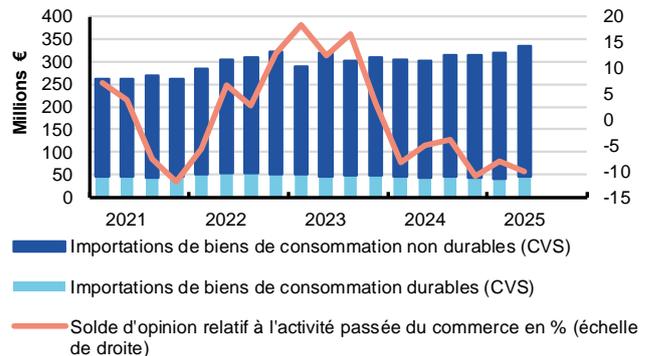
Sources : DIECCTE, ACOSS. © IEDOM

La consommation des ménages repart à la hausse

La consommation des ménages s'améliore. Les importations de biens de consommation non durables et durables augmentent respectivement de 4,1 % et 11,3 % (CVS) en valeur sur le trimestre.

Plusieurs indicateurs témoignent d'une baisse de la vulnérabilité des ménages : le nombre de personnes interdites d'émettre des chèques diminue (-1,5 %), tout comme les incidents de paiement par chèque (-1,9 %) et le nombre de retraits de cartes bancaires (-0,5 %). Toutefois, le nombre de dépôts de dossier de surendettement augmente de 9,2 % sur un trimestre, signe que la situation financière des ménages reste fragilisée.

Indicateurs de la consommation des ménages

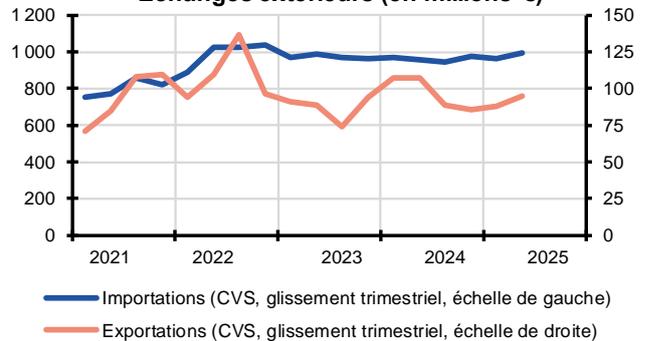


Sources : Douanes, Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

Des échanges extérieurs à la hausse

Fin juin 2025, les exportations augmentent en valeur de 8,8 % (CVS), liées en particulier à la hausse des exportations d'énergie (+21,6 %, CVS) et des produits de traitement des eaux et déchets (+28,5 %, CVS). Les importations en valeur progressent également (+3,4 % en glissement trimestriel, CVS), tirées principalement par la hausse des importations des biens d'investissement (+29,3 % sur trois mois, CVS) et des importations de biens de consommation durables (+11,3 % sur trois mois, CVS).

Échanges extérieurs (en millions €)



Sources : Douanes, IEDOM.

© IEDOM

Zoom sur les secteurs du BTP, du tourisme, du commerce et des services marchands

Une reprise d'activité pour le BTP

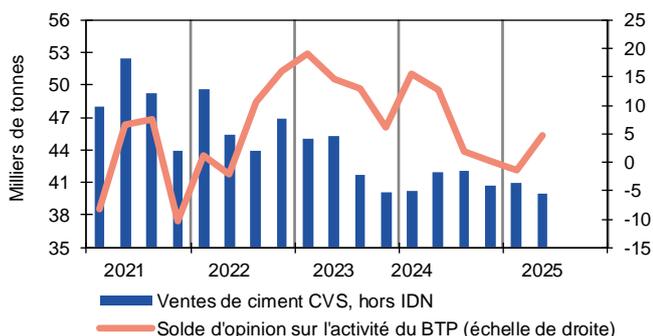
Au 2^e trimestre 2025, l'activité du secteur du BTP s'améliore. Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM font état d'une bonne maîtrise de leurs charges et de délais de paiement qui tendent à se raccourcir, allégeant ainsi partiellement les tensions sur leur trésorerie.

En parallèle, les ventes de ciment diminuent de 2,4 %, traduisant une demande en matériaux de construction plus faible. Toutefois, la hausse de 12,9 % des attestations de conformité électrique des logements neufs (en nombre) sur un trimestre suggère une reprise progressive de l'activité.

D'autre part, les financements au secteur (encours déclarés au SCR de la Banque de France) reculent de 2,1 % entre fin mars et fin juin 2025.

Ce redressement s'appuie sur plusieurs projets structurants, notamment l'extension du port de Jarry, la déviation de la Boucan/Sainte-Rose, le plan Eau, la construction de nouveaux hôtels et la modernisation de l'aéroport.

Ventes de ciment et activité du BTP

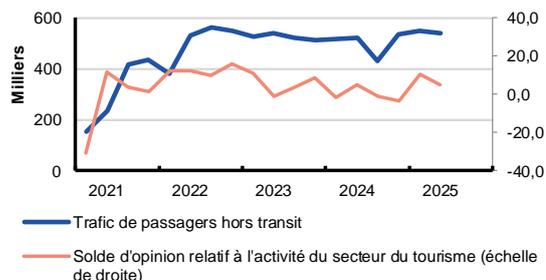


Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Lafarge Ciments Antilles. © IEDOM

Le secteur du tourisme en perte de vitesse

Les indicateurs du secteur du tourisme sont en baisse au 2^e trimestre par rapport au 1^{er} trimestre 2025. Le nombre de passagers à l'aéroport (hors transit) diminue de 2,0 % (CVS) sur trois mois (après +2,7 % au trimestre précédent, CVS), tout comme les nuitées hôtelières (-5,4 %, CVS). En parallèle, les professionnels interrogés signalent une décélération de l'activité et des charges d'exploitation qui continuent de peser. Cependant, les chefs d'entreprises se montrent plutôt optimistes concernant le 3^e trimestre, anticipant une progression de l'activité et un allègement des charges. Dans ce contexte, il envisage de renforcer leurs effectifs.

Trafic de passagers et activité touristique

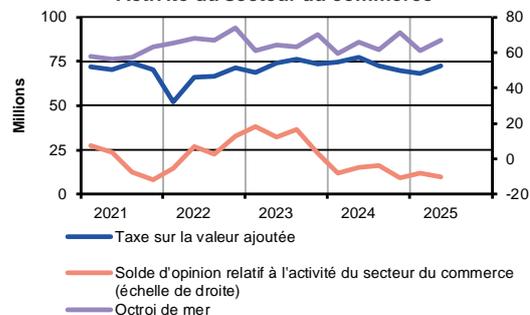


Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Aéroport Guadeloupe Maryse Condé. © IEDOM

Le secteur du commerce en demi-teinte

Les professionnels interrogés au 2^e trimestre restent pessimistes sur l'évolution de leur activité. Ce sentiment est en décalage avec les données récentes : les importations des biens de consommation augmentent, la taxe collectée sur la valeur ajoutée (TVA) enregistre une hausse (+6,1 % sur trois mois) et l'octroi de mer collecté atteint 66,9 millions d'euros (+ 9,2 % sur 3 mois). En revanche, les immatriculations de véhicules neufs diminuent de 0,4 % (CVS) en glissement trimestriel.

Activité du secteur du commerce



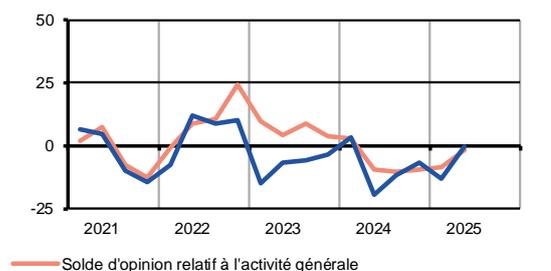
Sources : DGFIP, Enquête de conjoncture de l'IEDOM

© IEDOM

L'activité des services marchands se stabilise

Après un début d'année marqué par un ralentissement, le secteur des services marchands amorce une reprise d'activité au 2^e trimestre, tirée par la diminution des charges d'exploitation, ainsi qu'une amélioration globale des délais de paiement de leur clientèle. Toutefois, les professionnels font part d'une dégradation de leur trésorerie. Pour le 3^e trimestre, les chefs d'entreprise prévoient une nouvelle baisse d'activité et envisagent ainsi de réduire leurs investissements sur les douze prochains mois.

Activité du secteur des services marchands



Source : IEDOM. © IEDOM

Caraïbes (hors Haïti) : une dynamique positive et des projets dans le secteur de l'énergie

Le PIB **jamaïcain** a progressé de 0,8 % au 1^{er} trimestre 2025 par rapport à la même période en 2024, porté par une demande extérieure soutenue et une amélioration de l'emploi. La croissance attendue pour le 2^e trimestre est estimée entre 0,5 % et 1,5 %. La Banque de Jamaïque maintient son taux directeur à 5,75 % pour contenir l'inflation dans sa cible de 4 à 6 %. Le pays a rejoint la Banque africaine d'import-export, Afreximbank, début juillet, devenant le 13^e membre de la CARICOM à y adhérer. Cette institution permet aux États de la Caraïbe de bénéficier de financements pour leurs projets de développement, de renforcer leurs échanges commerciaux avec l'Afrique et de s'inscrire dans une dynamique de coopération Sud-Sud.

Concernant **Trinité-et-Tobago**, la croissance du PIB devrait atteindre 2,8 % en 2025 et 2,5 % en moyenne à moyen terme grâce à l'augmentation de la production pétrolière. Deux projets d'exploitation de gaz naturel sont en développement et devraient être opérationnels d'ici 2027, ce qui stimulera encore davantage le secteur énergétique.

L'économie de la **Grenade** connaît une reprise, avec une croissance réelle prévue à 3,9 % en 2025, soutenue par un tourisme dynamique. L'inflation reste modérée autour de 1,3 %. Dans ce contexte, la Commission de Régulation des Services Publics (PURC) et le Rocky Mountain Institute (RMI) viennent de signer un protocole pour lancer le Grenada Renewable Energy Project, qui prévoit la construction de la première centrale photovoltaïque industrielle de l'île. Un financement de 35,4 millions de dollars signés avec la Banque mondiale appuie cette transformation énergétique.

Sur le plan énergétique, concernant les **Bahamas**, la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), dont les Bahamas sont devenus actionnaires en novembre 2024, a approuvé un prêt de 100 millions de dollars destiné à soutenir la mise en œuvre de la nouvelle politique énergétique nationale 2025-2030.

S'agissant d'**Haïti**, le PIB devrait se contracter de 2,2 % en 2025 selon le FMI. L'incertitude politique et la violence des gangs pèsent sur l'investissement privé tandis que la forte inflation freine la consommation. Le 13 juin, à l'occasion du sommet Brésil-Caraïbes, la Banque Interaméricaine de Développement a annoncé une contribution à hauteur de 283 millions de dollars pour financer des projets de développement dans le pays.

Sources : FMI, The Planning Institute of Jamaica, Banque mondiale, The Caribbean Development Bank, Banque Interaméricaine de Développement, DG Trésor – service économique régional de Mexico

Une économie résiliente en dépit d'incertitudes persistantes

Le FMI maintient les anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Ces anticipations s'élèvent à 4,2 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage en deçà des estimations communiquées en avril, puis à 3,6 % en 2026, chiffre stable. Cette apparente stabilité cache toutefois des situations contrastées ; les États-Unis pourraient subir un taux d'inflation plus élevé suite à la mise en place des nouveaux droits de douane.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance aux États-Unis. Le PIB progresserait de 1,9 % en 2025 et 2,0 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 1,8 % et 1,7 % en avril 2025. Ce regain d'optimisme procède de l'établissement des nouveaux droits de douane à des niveaux inférieurs à ceux anticipés et d'un assouplissement des conditions de financement aux États-Unis.

Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone Euro en 2025. Celles-ci s'élèvent à 1,0 % contre 0,8 % dans les projections communiquées en avril 2025. Les projections pour 2026 sont stables, à 1,2 %. Cette réévaluation est portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, toutefois peu représentative de l'ensemble de la zone, et par la hausse des anticipations de dépenses dans le secteur de la défense.

En France, le deuxième trimestre 2025 est marqué par une légère accélération de la croissance du PIB, à 0,3 %, contre 0,1 % au premier trimestre, selon les estimations de l'Insee. Cette accélération se fait notamment à la faveur d'un léger rebond de la consommation des ménages. Après s'être établie à -0,3 % au premier trimestre, celle-ci est revenue en territoire positif et s'est établie à +0,1 %. La Banque de France a légèrement revu à la baisse ses anticipations de croissance, à +0,6 % pour l'exercice 2025, suivi d'une accélération en 2026, à +1,0 %.

Au Japon, la vigueur de l'investissement privé atténuée la faiblesse des exportations et de la consommation des ménages. Le FMI a ainsi révisé légèrement à la hausse ses anticipations de croissance de l'économie nippone pour 2025, à 0,7 %, contre 0,6 % en avril. Ces projections restent toutefois inférieures aux prévisions communiquées en janvier 2025, à 1,1 %.

Le FMI a révisé à la hausse ses anticipations de croissance dans les pays émergents. À la faveur d'une activité plus soutenue qu'escomptée et de la réduction des droits de douane mis en place par les États-Unis, la Chine voit ainsi ses prévisions de croissance pour 2025 réévaluées à 4,8 %, contre 4,0 % en avril 2025. L'Inde bénéficie également d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,4 %, contre 6,2 % en avril. Le FMI maintient ses anticipations de croissance pour les économies d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Asie Centrale en 2025, tandis que celles des pays émergents d'Europe sont revues à la baisse.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. Groh ■ Responsable de la rédaction : D. Gordon

Rédaction : S. Berose, M. Callatin, T. Combet, J. Soukai – Éditeur et imprimeur : IEDOM